



Marché de Travaux – MAPA

Réaménagement de locaux DSI et vestiaires au GHPSO Site de Creil

C.C.A.P.

Cahier des **C**lause**s** **A**ministrative**s** **P**articuliè**re**s

Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre

GROUPE HOSPITALIER PUBLIC DU SUD DE L'OISE

BOULEVARD LAENNEC

BP 72

60109 CREIL CEDEX

CONSULTATION T250901

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. DESIGNATION DES PARTIES	4
1.3. DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE	5
1.4. FORME DU MARCHÉ	5
1.5. DECOMPOSITION DU MARCHÉ EN LOTS	5
1.6. VARIANTE	5
1.7. DELAI D'EXECUTION	6
1.8. CLAUSE DE REEXAMEN	6
1.9. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	7
1.10. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNEL	7
1.11. INTERLOCUTEURS PRIVILEGES PENDANT L'OPERATION	7
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
2.1. PIECES PARTICULIERES	7
2.2. PIECES GENERALES	7
ARTICLE 3 : ASSURANCES DU TITULAIRE	8
ARTICLE 4 : MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX	9
4.1. CONTENU DES PRIX	9
4.2. MODALITES DE VARIATION	9
4.3. FORME DU PRIX	9
4.4. APPLICATION DE LA TVA	9
4.5. REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	9
ARTICLE 6 : MODALITES	10
6.1. AVANCE	10
6.2. PROJET DE DECOMPTE MENSUEL	10
6.3. PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTE MENSUELS	11
6.4. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	12
6.5. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	12
6.6. INSTALLATION, PREPARATION ET DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	14
6.7. INTERETS MORATOIRES	15

ARTICLE 7.	RECEPTION DES TRAVAUX	15
ARTICLE 8.	RETENUE DE GARANTIE.....	15
ARTICLE 9.	SOLDE – DECOMPTE GENERAL.....	15
ARTICLE 10.	CESSION DE CREANCE	17
ARTICLE 11.	GARANTIES	17
11.1.	REGIME DE LA GARANTIE	17
11.2.	OBLIGATION DE PARFAIT ACHEVEMENT	17
11.3.	GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT.....	18
ARTICLE 12.	PENALITES	18
12.1.	GENERALITES SUR LES PENALITES.....	18
12.2.	PENALITES APPLICABLES	19
ARTICLE 13.	SUSPENSION DES PRESTATIONS - RESILIATION	19
13.1.	SUSPENSIONS DES PRESTATIONS.....	19
13.2.	RESILIATION DU MARCHE.....	20
ARTICLE 14.	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	21
ARTICLE 15.	TRIBUNAL COMPETENT	21
ARTICLE 16.	DEROGATION AU CCAG	22

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché public a pour objet le réaménagement de locaux DSI et vestiaires au GHPSO Site de Creil, préalablement aux futurs travaux du projet ROTONDE du GHPSO.

- Aménagement d'un plateau complet en zone de bureaux, salle de réunion, salle serveur informatique et sanitaires au 1^{er} étage du bâtiment E.
- Aménagement d'un plateau complet en sous-sol du bâtiment D pour l'installation de vestiaires et de sanitaires

A titre indicatif, le démarrage des travaux est prévu pour octobre 2025, période de préparation comprise.

Identification du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier Public Sud de l'Oise - GHPSO Boulevard

Les travaux auront lieu en site occupé. La durée des travaux est estimée à 5 mois maximum (dont 3 semaines de préparation de chantier) en une seule phase de travaux (compris période de préparation et réception) pour un objectif ferme de livraison pour **février 2026** dernier délai.

L'enveloppe financière estimée arrêtée par le maître d'ouvrage et de **500K € TTC** (date de valeur juin 2025)

1.2. DESIGNATION DES PARTIES

Le détail des missions est décrit dans le CCTP.

Conformément aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée décrites au Livre 4 du Code de la Commande Publique, les différents éléments de mission qui seront confiés au candidat sont les suivants :

Maîtrise d'ouvrage / Maîtrise d'œuvre

Le maître de l'ouvrage et maître d'œuvre est le Groupe Hospitalier du Sud de l'Oise, pouvoir adjudicateur.

Titulaires

Sont désigné comme titulaires, ou mandataires, du présent marché le(s) contractant(s) désigné(s) dans l'Acte d'Engagement.

Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement seront formulées par un formulaire DC4.

Bureau de contrôle

Le bureau de contrôle est représenté par la société SOCOTEC.

Mission CSPPS

La mission CSPPS est représenté par la société BUREAU VERITAS.

Mission CSSI

La mission CSSI est représenté par la société EFFICIO.

1.3. DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par la maîtrise d'ouvrage. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6.1 du CCAG-Travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50.3.1 du CCAG-Travaux).

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 euros TTC. Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

1.4. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en **procédure adaptée** en application de l'article L2123-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 décembre 2018 et des articles R2123-1 à R2123-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif au Code de la Commande Publique du 05 décembre 2018 et est régi par le **CCAG TRAVAUX** en vigueur.

PARTIE A : Prestations incluses dans le forfait

Prix global et forfaitaire lié au DPGF selon l'article R2112.6 du code de la commande publique

1.5. DECOMPOSITION DU MARCHÉ EN LOTS

Le présent marché public est alloté comme suit :

- Lot n° 1 – Peintures et sols
- Lot n° 2 – Cloisons et menuiserie intérieures - Faux plafonds
- Lot n° 3 – Electricité
- Lot n° 4 – CVC Plomberie

1.6. VARIANTE

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.7. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est prévu pour 5 mois à compter de la réunion de lancement de chantier suivant le planning prévisionnel en annexe du présent DCE.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai estimatif d'intervention prévoit le démarrage des travaux en octobre 2025 pour une livraison prévue en février 2026 (5 mois de travaux hors garantie de parfait achèvement GPA) comprenant 3 semaines de préparation de chantier.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 60 jours.

1.8. CLAUSE DE REEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché. Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution. La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire. Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit. L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations. La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 20 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Modification de la teneur des travaux : les modifications dans la consistance du projet seront classées dans l'une des trois catégories ci-après :

A/ Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage (Aléas résultant de la nature du sol, exigences d'administrations locales, modification de réglementation, etc.).

P/ Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du Programme ou de dispositions techniques demandées par le maître d'ouvrage.

E/ Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'Exécution par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

Ces modifications seront chiffrées par la(les) entreprise(s) titulaire(s) et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois m0 travaux. L'incidence financière de ces modifications sera prise en compte par avenant au marché de travaux.

1.9. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

1.10. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNEL

Le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) est tenu au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel (conformément au nouveau Règlement Européen) auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.

1.11. INTERLOCUTEURS PRIVILEGES PENDANT L'OPERATION

Pour assurer le dialogue dans toutes les étapes du marché de travaux, le contact privilégié du titulaire sera le représentant du maître d'ouvrage :

Monsieur Romary FONTAINE
Directeur des services techniques du GHPSO

Madame Sabine RINDER
Ingénieur en organisation et ergonome du GHPSO

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. PIECES PARTICULIERES

Le marché est constitué par les **documents contractuels énumérés ci-dessous et leurs annexes**, par ordre de priorité décroissante :

- L'**acte d'engagement** auquel doit être annexé(s) le(s) bordereau(x) de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** dont l'exemplaire conservé dans les archives du GHPSO fait seul foi,
- Le(s) **Cahier(s) des Clauses Techniques Particulières** et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives du GHPSO fait seul foi,
- Les **pièces graphiques du DCE**,
- Le **mémoire justificatif**,

2.2. PIECES GENERALES

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles en vigueur ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché.
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés

publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux.

- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux :
 - o Annexe n°1 : Travaux de génie-civil ;
 - o Annexe n°2 : Travaux de bâtiment.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence; la signature des pièces particulières entraîne leur acceptation.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Nota :

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement et le CCAP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document. Les pièces dites générales, sont celles applicables au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

En l'absence d'une ou plusieurs des pièces ci-dessus, la hiérarchie demeure dans l'ordre existant après le retrait des pièces absentes.

ARTICLE 3 : ASSURANCES DU TITULAIRE

Responsabilité civile professionnelle :

Conformément à l'article 8.1.1 du CCAG-Travaux, le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil. Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance du présent marché de travaux.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Toutefois, l'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 50.3.1 du CCAG-travaux.

Responsabilité civile décennale :

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il a souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Toutefois, l'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 50.3.1 du CCAG-travaux.

ARTICLE 4 : MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX

4.1. CONTENU DES PRIX

Les travaux sont réglés par un prix global forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement.

Le prix tient compte notamment des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et de l'ensemble des éléments décrit aux CCTP y compris les dépenses communes de chantier. Le prix est réputé inclure toutes les dépenses décrites au présent marché et pouvant être écrit dans chaque pièce du présent marché. Le titulaire ne pourra porter réclamation d'un oubli de sa part bien qu'indiqué dans les pièces administratives et techniques du présent marché.

4.2. MODALITES DE VARIATION

Sans objet.

4.3. FORME DU PRIX

Les prix du marché sont fermes : ni révisable, ni actualisable.

4.4. APPLICATION DE LA TVA

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

4.5. REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES

Sans objet.

ARTICLE 6 : MODALITES

6.1. AVANCE

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Conformément au Code de la Commande Publique, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du marché toutes taxes comprises. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique.

6.2. PROJET DE DECOMPTE MENSUEL

Elaboration de la demande de paiement :

En application des dispositions de l'article 12.1 du CCAG/Travaux, avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle à la maîtrise d'ouvrage, sous la forme d'un projet de décompte ainsi que celle de son ou ses sous-traitants, s'il y a lieu.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, fixés à la DPGF mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du marché ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées : la fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du marché.

La demande de paiement mensuel est transmise par le titulaire à la maîtrise d'ouvrage après vérification par la maîtrise d'œuvre.

Ce dernier détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire et dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- le montant de la TVA ;
- le montant des pénalités, le cas échéant ;
- l'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus ;
- le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ; -
Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Périodicité de paiement :

Conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG/travaux, le règlement des comptes du présent marché s'effectue par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés.

6.3. PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS

Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours à compter de la date de réception des factures à condition que le service soit fait. Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le comptable assignataire est le Trésorier Principal de Creil.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par le GHPSO.

Le titulaire devra respecter le cas échéant son engagement de remise ou d'escompte présenté dans son offre.

Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

6.4. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Les décomptes mensuels sont transmis, sous forme dématérialisée via le site « <https://chorus-pro.gouv.fr> ».

A ce titre, les décomptes dématérialisés adressés au GHPSO devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET 2000 296 19 000 18, qui identifie le GHPSO en tant que destinataire de votre facture,
- le code service «INV» qui permet de distinguer les différents services d'une même structure,
- le numéro de marché.

Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot n°3. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

Piquetage général

Le piquetage général sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

6.5. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

Période de préparation

Programme d'exécution des travaux Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 3 semaines. Cette période débute à compter de la notification du marché. Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages

provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché. Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation. Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, l'ensevelissement, etc.), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail. Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires. Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 2 000,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception. Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

6.6. INSTALLATION, PREPARATION ET DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du présent marché est de la responsabilité du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier. Le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité (évacuation et selon la législation en vigueur destruction).

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article. Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO). En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 2 000,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

6.7. INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de règlement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 7. RECEPTION DES TRAVAUX

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG/Travaux :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés ; elle prend effet à la date de cet achèvement.
- Chaque titulaire avise par courrier écrit le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que ses travaux ont été achevés ou le seront. Le maître d'œuvre a à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux est achevé.

ARTICLE 8. RETENUE DE GARANTIE

Il sera appliqué sur tous les acomptes toutes taxes comprises délivrés à chaque entrepreneur une retenue de garantie de 5%.

Cette retenue de garantie est destinée à garantir la bonne exécution des prestations ainsi que les sommes dont le titulaire peut être débiteur pour quelque raison que ce soit dans la limite du montant de ladite retenue de garantie.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, ou si les deux parties sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans les deux cas ci-avant, ces dernières doivent être constituées à 100 % du montant des travaux, lors de la demande de paiement du premier acompte. Cette retenue de garantie sera reversée aux entrepreneurs (ou la levée de garantie à première demande ou la levée de la caution) à l'expiration du délai de garantie (1 an) pour autant que le titulaire du marché ait rempli à cette date toutes ses obligations au regard du Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 9. SOLDE – DECOMPTÉ GENERAL

Le décompte général et définitif se fait par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution à la demande de la maîtrise d'ouvrage.

Conformément à l'article 42.4 du CCAG/Travaux, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception faisant courir le délai de 30 jours prévu à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux.

Le décompte général et définitif est établi par le titulaire du marché et présenté à la maîtrise d'ouvrage conformément aux dispositions des articles 12.3.2 du CCAG/Travaux.

Toutefois, si le décompte final se trouvait être modifié par la maîtrise d'ouvrage, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

Toutefois, en cas de réception assortie de réserves, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux, le titulaire ne peut notifier à la maîtrise d'ouvrage son projet de décompte final qu'après la levée de l'ensemble des réserves.

Le point de départ du délai de 30 jours mentionné à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux est la date de levée des dernières réserves. Les sommes éventuellement engagées par la maîtrise d'ouvrage pour faire exécuter aux frais du titulaire les travaux de levée des réserves sont intégrées au décompte général et définitif, au débit du titulaire.

Le titulaire avant de pouvoir prétendre au règlement pour solde de tout compte doit, entre autres, fournir au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre toutes les pièces nécessaires à un entretien aisé des ouvrages.

A savoir :

- Tous les plans de repérage des ouvrages exécutés sur les côtes d'implantation altimétriques (réseaux divers enterrés ou aériens).
- Tous les plans de parcours (eau, gaz, électricité, assainissement, appel sonore, télévision, téléphone, etc..) ainsi que tous les plans de détails.
- Toutes les notices d'entretien des différents matériels et matériaux (chauffage, production d'eau chaude, ascenseurs, etc..).

Ainsi que les quitus ou attestations suivantes :

- Quitus de paiement des sous-traitants (ou en cas de paiement direct, attestation du sous-traitant confirmant que ses travaux se sont limités au montant correspondant au dernier DC4),

Cette liste n'est pas limitative.

Toutefois, par dérogation au 3ème alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, la maîtrise d'ouvrage notifiera au titulaire, le décompte général douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

ARTICLE 10. CESSIION DE CREANCE

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché. Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

ARTICLE 11. GARANTIES

11.1. REGIME DE LA GARANTIE

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par le GHPSO. Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable au GHPSO.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état et/ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour le GHPSO, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 30 jours maximum pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

11.2. OBLIGATION DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le point de départ est la date de réception des travaux.

■ Délai de garantie

Les dispositions de l'article 44 du CCAG travaux sont applicables.

En application l'article 44.1 CCAG travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2, d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception des prestations.

Par dérogation à l'article 44-1, il est précisé que les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un (1) an à compter de la date de leur achèvement.

■ Etendue de l'obligation de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un (1) an, le titulaire, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour elle des articles 1792 et suivants, et 2270 du Code Civil, est tenue à une "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle elle doit sur simple demande du pouvoir adjudicateur :

- exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise ;

- remédier à tous les désordres signalés par la maîtrise d'ouvrage, de telle sorte que les prestations du marché soient conformes à l'état où elles étaient ou auraient dû être lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées.

Les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un (1) an à compter de la date de leur achèvement.

■ Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article précédent, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations que ceux-ci soient assurés par le titulaire du marché ou qu'ils le soient d'office et à ses frais. Lesdits travaux effectués pendant le délai de garantie sont eux-mêmes garantis 1 (un) an à partir de leur achèvement

11.3. GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

La garantie de bon fonctionnement, visée à l'article 1792-3 du Code Civil, s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage, pour une durée de deux ans à compter de sa réception. Il s'agit d'une garantie qui précise expressément que l'équipement doit être fonctionnel.

Cette garantie s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage.

ARTICLE 12. PENALITES

12.1. GENERALITES SUR LES PENALITES

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par mauvaise exécution des travaux, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation du GHPSO.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées.

Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture. Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux.

12.2. PENALITES APPLICABLES

Retard d'exécution des prestations :

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au marché, le titulaire encourt pénalité forfaitaire de deux cent cinquante euros (250 €) par jour calendaire de retard.

Retard de réception des supports suivant les DTU :

En application de l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai de réalisation des réceptions de supports lors de l'exécution prévu au marché, le titulaire encourt pénalité forfaitaire de deux cent cinquante euros (250 €) par jour calendaire de retard.

Pénalités de retard dans la remise de pièces EXE :

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai de remise de pièces EXE, il est appliqué de plein droit, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €).

Pénalités de retard dans la remise des DOE :

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai de remise des DOE, il est appliqué de plein droit, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €).

Pénalité pour retard dans la levée des réserves :

Tout retard dans la levée des réserves par le titulaire entraînera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité équivalente au seul fait du constat du retard, une pénalité de 1/1000 du montant de l'ensemble du marché, avec un minimum de deux cents euros (200 €), sauf si ce retard est dû à un cas de force majeure et s'arrêtera le jour de la date d'effet de la mise en demeure.

Ces pénalités s'appliquent aux retards dans la levée des réserves à la réception et dans la levée des réserves de Parfait Achèvement.

Pénalité pour absence injustifiée à toute convocation :

Pour toute absence injustifiée de la part du titulaire à une réunion de chantier ou à toute autre convocation émise par le maître d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage il sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 100 €.

ARTICLE 13. SUSPENSION DES PRESTATIONS - RESILIATION

13.1. SUSPENSIONS DES PRESTATIONS

Conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-Travaux, il peut être accordé au titulaire une suspension de tout ou partie des prestations.

Dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Elles conviennent également des modalités de reprise de l'exécution, des modifications à apporter aux marchés et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

13.2. RESILIATION DU MARCHÉ

Conformément Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans les conditions définies ci-après :

■ Pour motif d'intérêt général :

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisés des prestations déjà reçues un pourcentage fixé à 3%.

■ Résiliation aux torts du titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- c) Le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG/Travaux, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre, et si le titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire et, dans ce dernier cas, les dispositions des articles 48.4 à 48.7 du CCAG/Travaux s'appliquent ;
- d) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- e) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances prévues au marché ;
- f) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à

poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 14. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif français est seul compétent. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change. Tous les documents doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 15. TRIBUNAL COMPETENT

En cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation et pendant l'exécution du marché, le tribunal administratif d'Amiens sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal administratif d'Amiens

Coordonnées

14, rue Lemerchier
CS 81114

80011 Amiens Cedex 01

Téléphone : 03 22 33 61 70

Télécopie : 03 22 33 61 71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

ARTICLE 16. DEROGATION AU CCAG

Il est dérogé au CCAG-TRAVAUX pour les articles suivant :

NATURE DE LA DEROGATION	CCAP	CCAG TRAVAUX
RECEPTION DES TRAVAUX	ARTICLES 7	41.1 A 41.3
SOLDE - DECOMPTE GENERAL	ARTICLE 9	12.3.2
SOLDE - DECOMPTE GENERAL	ARTICLE 9	12.4.2
OBLIGATION DE PARFAIT ACHEVEMENT	ARTICLE 11.2	44.1
GENERALITE SUR LES PENALITES	ARTICLE 12.1	19.2.1
PENALITES APPLICABLES	ARTICLE 12.2	19.2 ET 19.3